

Il est certain que la séance du 4 août offrait à des observateurs un spectacle singulier. Des hommes d'un rang distingué, proposant l'abolition du régime féodal et la restitution des premiers droits du peuple (car ce n'est pas eux qui ont déshonoré ces actes d'équité en les appelant des *sacrifices*) excitèrent des acclamations universelles, espèce de tribut qu'on paie tous les jours à des phrases purement sonores et qu'on ne pouvait refuser à des sentiments patriotiques. Pour qui connaît les grandes assemblées, les émotions dramatiques dont elles sont susceptibles, la séduction des applaudissements, l'émulation de renchérir sur des collègues, l'honneur du désintéressement personnel, enfin cette espèce d'ivresse noble qui accompagne une effervescence de générosité ; pour qui réfléchit sur le concours de ces causes, tout ce qui paraît extraordinaire dans cette séance, rentre dans la classe des choses communes. L'Assemblée était dans un tourbillon électrique, et les commotions se succédaient sans intervalle.

Pourquoi délibérer quand on est d'accord ? Le bien commun ne se montrait-il pas avec évidence ? Ne suffisait-il pas d'énoncer toutes ces propositions patriotiques pour les prouver ? Le premier qui indiquait un nouveau tribut A l'intérêt public, ne faisait qu'exprimer ce que tous avaient déjà senti : il n'était pas besoin de dissertation ni d'éloquence, pour faire adopter ce qui était déjà résolu par le plus grand nombre et commandé par l'imposante autorité des mandats de la nation.

On aurait pu procéder avec des formes plus méthodiques ; mais les résultats n'auraient pas été plus avantageux. L'espèce de défi des différents ordres qui se provoquaient à des concessions réciproques, tournait tout entier au bien général ; il semblait qu'on mît à l'enchère tous les vieux effets, tous ces titres poudreux de la féodalité, de la fiscalité et que le prix demandé pour la destruction de l'un, fut la destruction de l'autre.

Mirabeau, 24ème numéro de son journal « *Le Courrier de Provence* ».